

Valable jusqu'au

Mercredi  
27  
Mars  
2019

Adresse du bien immobilier

134 route de la reine  
92100 Boulogne Billancourt

Téléchargement



## Information des acquéreurs et locataires

PPR + sismicité + SIS + Radon + sinistres indemnisés



en application des articles L 125 - 5 , L 125 - 6,  
et L 125-7 du Code de l'environnement

ERNT Direct

### AVERTISSEMENT

Cet état est basé sur les documents et données mis à disposition par les sites des autorités "compétentes" comme les préfectures (rubrique "information des acquéreurs et locataires de bien immobilier"). Par conséquent, toute information erronée ou manquante issue de ces liens ne serait nous être opposable.

Le formulaire Etat des risques et pollutions doit être vérifié, complété et signé. Le cas échéant, le vendeur/bailleur devra y indiquer si, à sa connaissance, les travaux prescrits par le ou les PPR ont été réalisés (annotations n°2, 4 et 6 du formulaire). La déclaration de sinistres doit être complétée si le bien a été sinistré et indemnisé au titre du régime des catastrophes naturelles, minières ou technologiques.

# Etat des risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués

**! Attention ...** s'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner l'immeuble, ne sont pas mentionnés par cet état.

Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être en **annexe** d'un contrat de vente ou de location d'un immeuble.

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

n° DRIEA-IDF 2011-2-084 du 15/09/2011 mis à jour le

Adresse de l'immeuble

code postal

commune

134 route de la reine

92100

Boulogne Billancourt

## Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans de prévention des risques naturels (PPRN)

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR N <sup>1</sup> oui  non   
prescrit  anticipé  approuvé  date 09/01/2004

<sup>1</sup> Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à : Inondations

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN <sup>2</sup> oui  non

<sup>2</sup> Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés oui  non

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR N <sup>1</sup> oui  non   
prescrit  anticipé  approuvé  date

<sup>1</sup> Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN <sup>2</sup> oui  non

<sup>2</sup> Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés oui  non

## Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans de prévention des risques miniers (PPRM)

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR M <sup>3</sup> oui  non

## Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans de prévention des risques technologiques (PPRT)

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR T <sup>5</sup> oui  non

## Situation de l'immeuble au regard du zonage sismique réglementaire

> L'immeuble se situe dans une commune de sismicité classée en  
zone 1  zone 2  zone 3  zone 4  zone 5   
très faible faible modérée moyenne forte

## Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire à potentiel radon

> L'immeuble se situe dans une commune à potentiel radon classée en niveau 3 oui  non

## Information relative à la pollution des sols

> Le terrain est situé en secteur d'information sur les sols (SIS) oui  non

## Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe N/M/T\*

\* catastrophe naturelle minière ou technologique

L'information est mentionnée dans l'acte de vente oui  non

## Documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

Copie du plan de zonage du PPR Inondation approuvé le 09/01/2004.

vendeur / bailleur

date / lieu

acquéreur / locataire

27/09/2018

information sur les risques naturels, miniers ou technologiques, la sismicité, le potentiel radon, les pollutions de sols, pour en savoir plus... consultez le site Internet : [www.georisques.gouv.fr](http://www.georisques.gouv.fr)

## Localisation du bien immobilier concerné

Département :  
HAUTS DE SEINE SUD  
  
Commune :  
BOULOGNE BILLANCOURT

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

-----  
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL  
-----

Le plan visualisé sur cet extrait est géré  
par le centre des impôts foncier suivant :  
NANTERRE  
PTGC des Hauts-de-Seine 235, Avenue  
Georges Clémenceau 92756  
92756 NANTERRE cedex  
tél. 01 41 37 84 50 -fax  
ptgc.hauts-de-  
seine@dgif.finances.gouv.fr

Section : E  
Feuille : 000 E 01

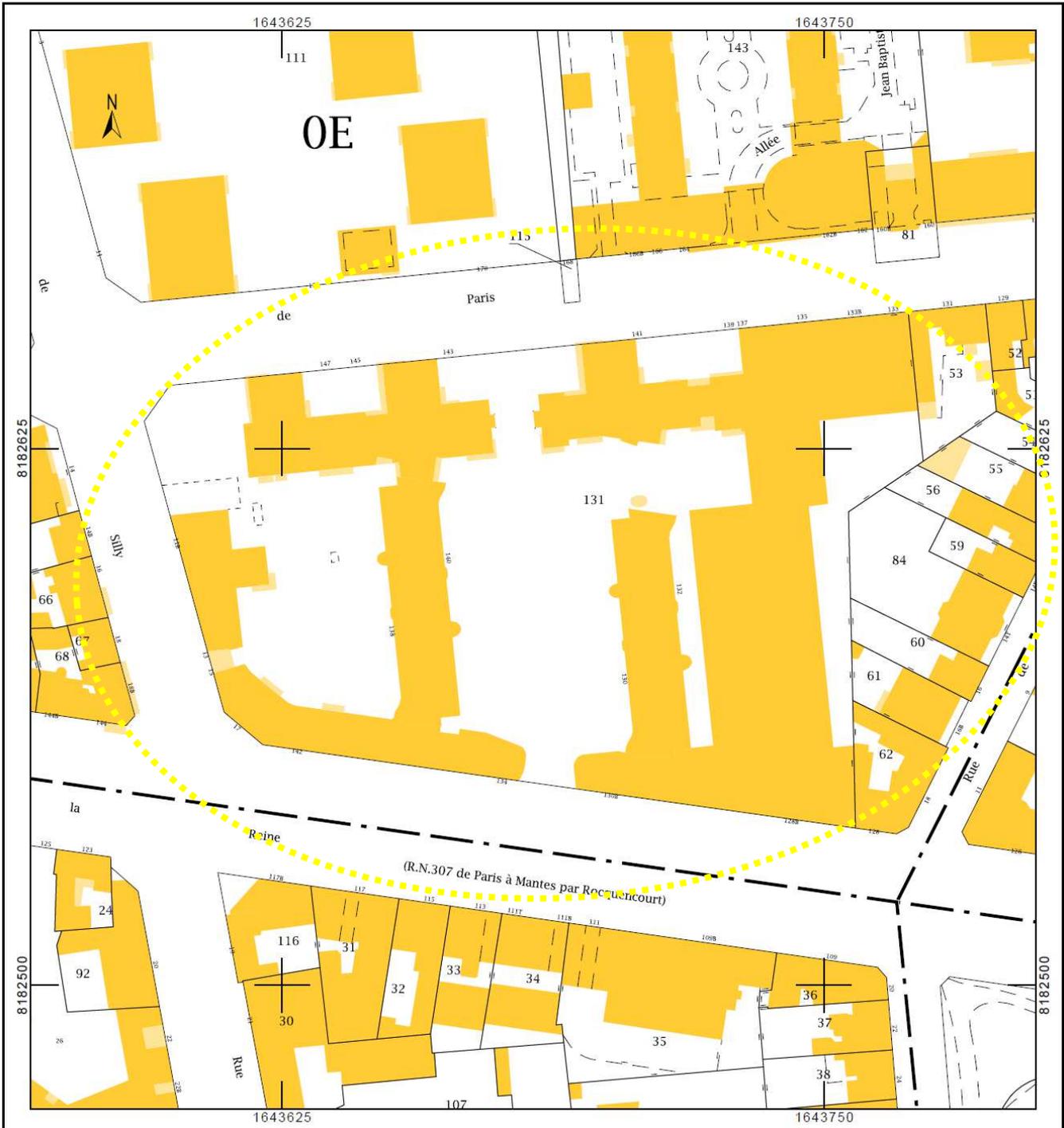
Échelle d'origine : 1/500  
Échelle d'édition : 1/1250

Date d'édition : 27/09/2018  
(fuseau horaire de Paris)

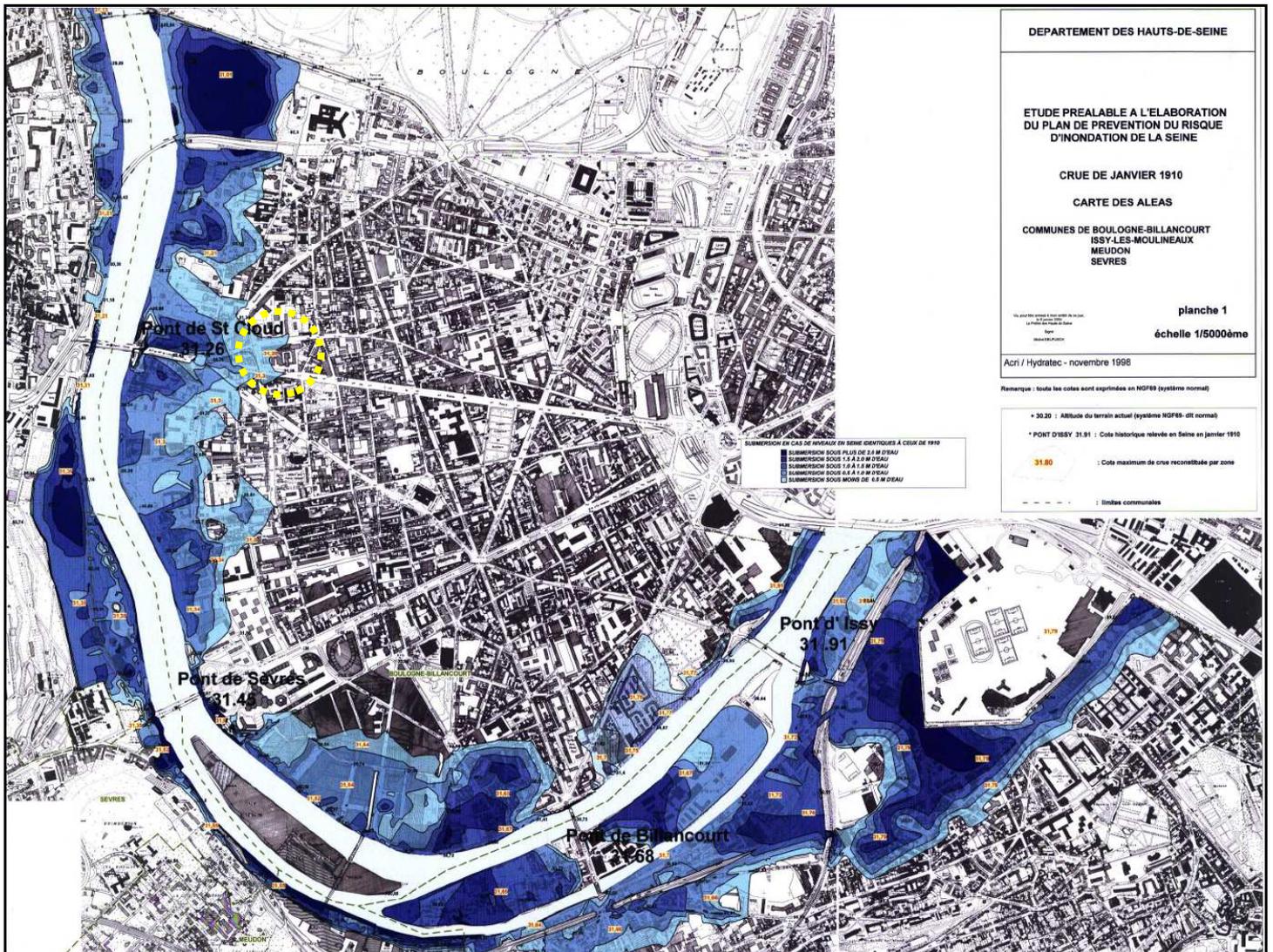
Coordonnées en projection : RGF93CC49  
©2017 Ministère de l'Action et des  
Comptes publics

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Localisation du bien immobilier sur le plan cadastral



DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

ETUDE PREALABLE A L'ELABORATION  
DU PLAN DE PREVENTION DU RISQUE  
D'INONDATION DE LA SEINE

CRUE DE JANVIER 1910

CARTE DES ALEAS

COMMUNES DE BOULOGNE-BILLANCOURT  
ISSY-LES-MOULINEAUX  
MEUDON  
SEVRES

planche 1  
échelle 1/5000ème

Acri / Hydratec - novembre 1998

Remarque : toutes les cotes sont exprimées en NGF69 (système normal)

+ 30.20 : Altitude du terrain actuel (système NGF69- dit normal)

\* PONT D'ISSY 31.91 : Cote historique relevée en Seine en janvier 1910

31.80 : Cote maximum de crue reconstituée par zone

--- : limites communales

DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

ETUDE PREALABLE A L'ELABORATION  
DU PLAN DE PREVENTION DU RISQUE  
D'INONDATION DE LA SEINE

CRUE DE JANVIER 1910

CARTE DES ALEAS

COMMUNES DE BOULOGNE-BILLANCOURT  
ISSY-LES-MOULINEAUX  
MEUDON  
SEVRES

planche 1  
échelle 1/5000ème

Vis pour être amené à mon adresse de ce jour,  
le 5 janvier 2006  
Le Préfet des Hauts de Seine  
Signé  
Michel DELPUECH

Acri / Hydratec - novembre 1998

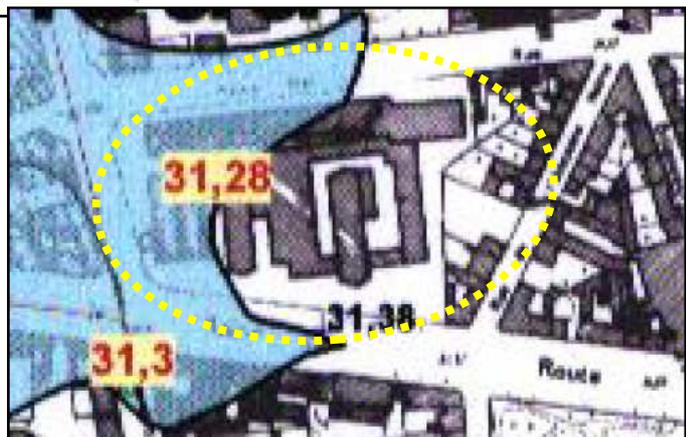
**SUBMERSION EN CAS DE NIVEAUX EN SEINE IDENTIQUES A CEUX DE 1910**

- SUBMERSION SOUS PLUS DE 2.0 M D'EAU
- SUBMERSION SOUS 1.5 À 2.0 M D'EAU
- SUBMERSION SOUS 1.0 À 1.5 M D'EAU
- SUBMERSION SOUS 0.5 À 1.0 M D'EAU
- SUBMERSION SOUS MOINS DE 0.5 M D'EAU

+ 30.20 : Altitude du terrain actuel (système NGF69- dit normal)

\* PONT D'ISSY 31.91 : Cote historique relevée en Seine en janvier 1910

31.80 : Cote maximum de crue reconstituée par zone



Sur cette carte d'aléa, le bien immobilier se situe en partie en zone inondable de submersion inférieure à 0,5m.



groupe études  
et prospective

Atelier Urbanisme  
et Habitat

# Plan de Prévention des Risques d'Inondation de La Seine dans les Hauts-de-Seine

## BOULOGNE-BILLANCOURT

### ZONAGE REGLEMENTAIRE



**ZONE A** - Zone à forts aléas et zone à préserver pour la capacité de stockage de la crue.



- Marge de recul de 30m au maximum à partir de la crête de berge.



**ZONE B** - Centre urbain



**ZONE D** - Zone de mutation urbaine



**ZONE hors submersion** -  
(Règles spécifiques de construction applicables)  
(Niveau de référence égal à la cote de casier dans lequel l'îlot est situé)



Limite de la zone inondable et des casiers

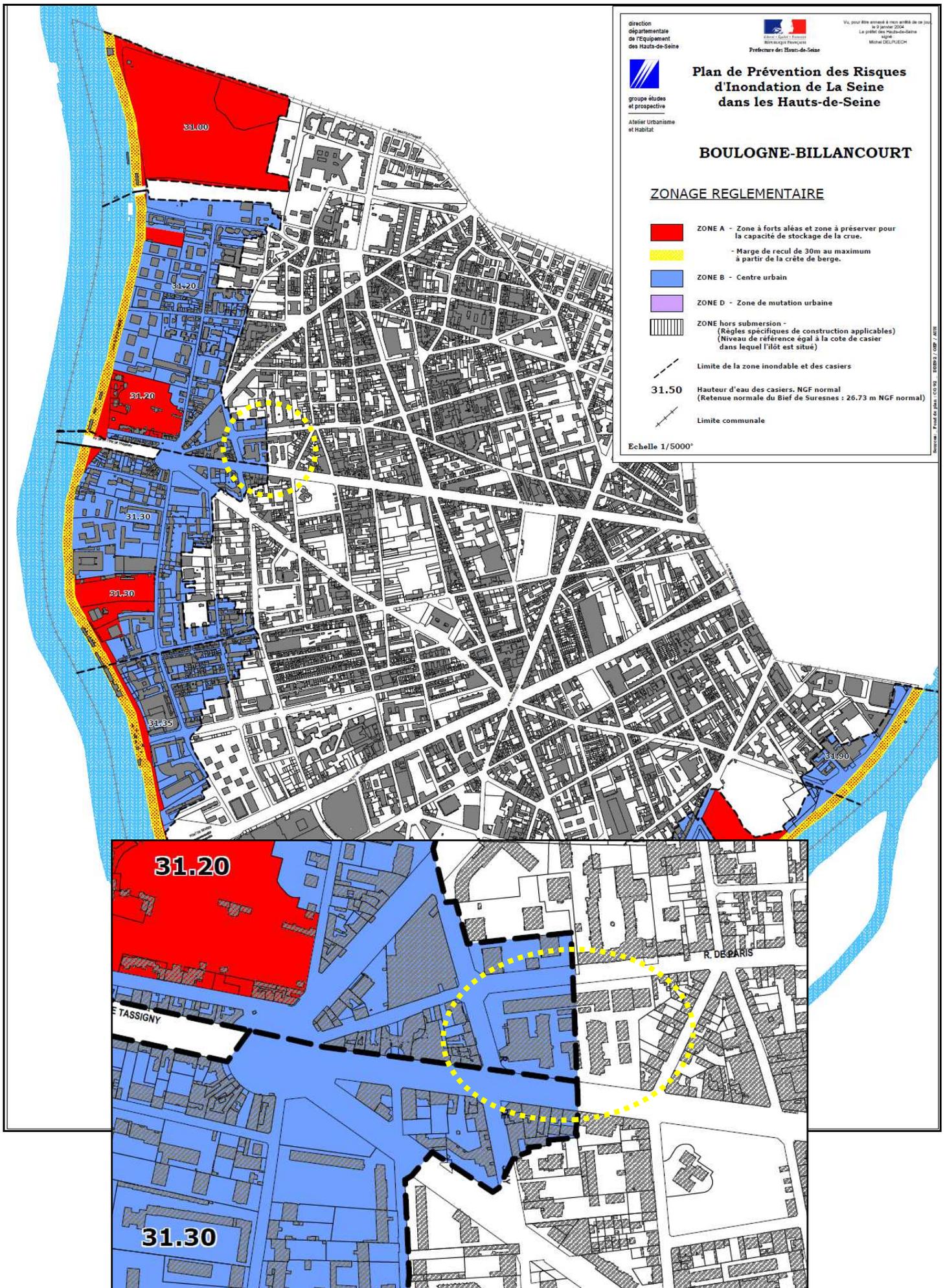
**31.50**

Hauteur d'eau des casiers. NGF normal  
(Retenue normale du Bief de Suresnes : 26.73 m NGF normal)



Limite communale

Echelle 1/5000°



Le bien immobilier se situe en zone B inondable et réglementée par ce PPR.

Règlement : [http://www.dree.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/reglement\\_ppri\\_9012004.pdf](http://www.dree.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/reglement_ppri_9012004.pdf)

## Déclaration de sinistres Catastrophes indemnisés

En application du IV de l'article L 125-5 du code de l'environnement

**Si le bien n'a jamais été sinistré et indemnisé au titre du régime des catastrophes naturelles, minières et technologiques, cette déclaration n'est pas obligatoire.**

**Le bien n'a jamais été sinistré et indemnisé au titre du régime des catastrophes naturelles, minières et technologiques**

Je, soussigné .....  
déclare que le bien immobilier situé à l'adresse suivante : .....  
sur le territoire communal de .....  
n'a jamais fait l'objet d'une déclaration de sinistre, ni d'une indemnisation au titre du régime des catastrophes naturelles et technologiques institué par la loi du 13 juillet 1982.

**Nom et prénom du vendeur ou du bailleur :**

**Fait le :**

**Signature du vendeur ou du bailleur :**

**Signature de l'acquéreur ou du locataire :**

..... ou .....

**Le bien a été sinistré et indemnisé au titre du régime des catastrophes naturelles, minières et technologiques**

Je, soussigné .....  
déclare que le bien immobilier situé à l'adresse suivante : .....  
sur le territoire communal de .....  
a déjà fait l'objet d'un ou plusieurs sinistres et d'une ou plusieurs indemnisations au titre du régime des catastrophes naturelles et technologiques tel qu'institué par la loi du 13 juillet 1982.

*Liste des arrêtés de catastrophes ayant donné lieu à une indemnisation :*

N° du Journal Officiel	Date de parution de l'arrêté	Type de catastrophe reconnue	Caractéristiques du sinistre sur le bien immobilier

**Nom et prénom du vendeur ou du bailleur :**

**Fait le :**

**Signature du vendeur ou du bailleur :**

**Signature de l'acquéreur ou du locataire :**

### **Le Plan de prévention des risques (naturels, miniers ou technologiques) - PPR**

A partir de la connaissance des aléas, il est établi par les services de l'Etat, en association avec les collectivités et les exploitants et après concertation avec le public, pour déterminer les zones à risques et définir les mesures d'urbanisme, de construction et de gestion qu'il convient de respecter pour limiter les dommages. Il abouti donc à une cartographie réglementaire des risques naturels présents sur le territoire d'une commune.

Un PPR s'élabore en plusieurs étapes. Il est d'abord prescrit (en cours d'étude), puis soumis à enquête publique et enfin approuvé. Il s'impose alors au Plan local d'urbanisme (PLU). Dans certaines situations, afin d'éviter toute implantation dangereuse, il peut être appliqué par anticipation, avant d'être approuvé.

D'anciennes procédures comme les Plan de surface submersible [PSS], Plan de zones sensibles aux incendies de forêt [PZSIF], périmètre de l'article R111-3 du code de l'urbanisme et Plan d'exposition aux risques [PER] valent Plan de prévention des risques naturels. Les Plans de prévention des risques appliqués par anticipation ou approuvés prescrivent ou recommandent des travaux à réaliser pour les biens immobiliers implantés en zones réglementées.

### **Le zonage sismique national**

Avant le 1<sup>er</sup> mai 2011, ce zonage était établi à partir de la connaissance historique des séismes et de la connaissance géologique du territoire, selon un maillage cantonal. Le zonage actuel s'appuie sur une approche probabiliste (en fonction notamment de la topographie et des failles), selon un maillage communal. Ce zonage réglementaire, qui comprend cinq niveaux, est accompagné de règles parasismiques.

### **Le zonage à potentiel radon**

Réglementaire depuis le 1er juillet 2018, ce zonage s'appuie sur une cartographie des formations géologiques susceptibles de dégager du radon, gaz radioactif et cancérigène. Cette information est obligatoire lors d'acquisition ou de location de bien immobilier dans les communes de catégorie 3, à potentiel radon élevé, qui implique des mesures et éventuellement des travaux de mitigation pour les Etablissements recevant du public.

### **Les Secteurs d'information sur les sols – SIS**

Parcelle ou ensemble de parcelles où la pollution a été constatée par l'Etat. La présence d'une parcelle en SIS implique certaines prescriptions (étude de sol, mesure de gestion de la pollution).

### **Arrêtés de reconnaissance de l'Etat de catastrophes naturelles, minières ou technologiques**

Tout immeuble, faisant l'objet d'un contrat d'assurance habitation est assuré en cas de catastrophe naturelle depuis 1982 par le biais d'une surprime obligatoire. Les catastrophes technologiques sont quant à elles couvertes depuis 2003. Ce dispositif apporte la garantie d'une indemnisation permettant la remise en état rapide des lieux sinistrés. Il est enclenché par la reconnaissance par l'Etat du caractère exceptionnel du phénomène.

### **Document d'information communale sur les risques majeurs (Dicrim)**

Ce document ne fait pas partie de l'information des acquéreurs et locataires de bien immobilier sur les risques naturels, miniers et technologiques. Il intéresse néanmoins tout nouvel arrivant. Le Dicrim est un document d'information réalisé par le Maire qui recense les mesures de sauvegarde répondant au risque sur le territoire de la commune, notamment celles de ces mesures qu'il a prises en vertu de ses pouvoirs de police.

Il contient les données locales, départementales et nationales nécessaires à l'information des citoyens au titre du droit à l'information. Elaboré à partir des informations disponibles transmises par le représentant de l'Etat dans le département, le Préfet, il contient quatre grands types d'informations :

- la connaissance des risques naturels et technologiques dans la commune,
- les mesures prises par la commune, avec des exemples de réalisation,
- les mesures de sauvegarde à respecter en cas de danger ou d'alerte
- le plan d'affichage de ces consignes : le maire définit le plan d'affichage réglementaire dans la commune, dans les locaux et terrains mentionnés dans le décret, selon l'arrêté du 27 mai 2003 relatif à l'affichage des consignes de sécurité devant être portées à la connaissance du public. Le plan figure dans le Dicrim. Les propriétaires ou exploitants des locaux et terrains concernés par l'information doivent assurer, eux-mêmes, l'affichage.

Document réalisé par ERNT Direct  
spécialisé dans les Etats des risques depuis 2006



ERNT Direct  
05 35 54 19 27  
ernt-direct@etat-risques.com  
www.ernt-direct.com

